



## **CONSEIL DE COMMUNAUTE VENDREDI 29 SEPTEMBRE 2023**

L'an deux mille vingt trois, le vingt neuf septembre, à 18 heures 30, le conseil de Communauté de la Communauté d'agglomération du pays de Landerneau-Daoulas s'est réuni salle plénière, maison des services publics à LANDERNEAU sous la présidence de Patrick LECLERC.

### **Présents**

LECLERC Patrick, GOALEC Bernard, GUILLORÉ Alexandra, FLOCH Jean-Bernard, SOUDON Chantal, POUPON Julien, BONIZ Jean-Jacques, CORRE Michel, CYRILLE Yves, GODET Nathalie, KERLAN Frédéric, LE GALL Jean-Noël, RIOU Michel, GRALL Renaud, CALVEZ Gilles, LE SAUX Jean-Luc, BLANDIN Lénac, BODENEZ Guillaume, CALVEZ-BARNOT Gaëlle, CORNEC Elodie, LANGUENOU Céline, LENUE Françoise, MEVEL Stéphanie, NICOLAS Angélique, QUENTRIC-BOWMAN Morgane, ROULLEAUX David, APPELGHEM Ludovic, BODILIS Jean-François, LE BRONNEC Erwann, LETEURE Tiphaine, YVINEC Odile, LIEGEOIS Hervé, LEON Jean-Jacques, LE ROY Christine, NOWAK Carine

### **Secrétaire de séance**

GOALEC Bernard

### **Excusés**

CANN Joël (pouvoir à QUENTRIC-BOWMAN Morgane)  
JÉZÉQUEL Marc (pouvoir à CORRE Michel)  
PHILIPPE Georges (pouvoir à GRALL Renaud)  
SERGENT André (pouvoir à SOUDON Chantal)  
TANGUY Anne (pouvoir à KERLAN Frédéric)  
TRMAL Marie-France (pouvoir à APPELGHEM Ludovic)  
HERVOIR Stéphane (pouvoir à LANGUENOU Céline)  
QUILLEVERE Séverine (pouvoir à CALVEZ Gilles)  
DALIS-ABGRALL Gwénaëlle (pouvoir à GUILLORÉ Alexandra)  
SOUN Véronique (pouvoir à LE BRONNEC Erwann)

### **Absents**

BERVAS Viviane, BOSSER Christian, THOMIN Mélanie

Conseil de Communauté du 29 septembre 2023  
Délibération n°DCC2023\_144

Objet	Convention partenariale avec la Croix Rouge Française concernant les risques liés à la gestion locative
Rapporteur	Michel CORRE
Service	Pôle Aménagement
Thème	Habitat

Michel CORRE donne lecture du rapport suivant :

**EXPOSÉ DES MOTIFS :**

Depuis plusieurs années, l'AGEBH était agréée pour exercer des mesures ASLL (Accompagnement Social Lié au Logement) et d'intermédiation locative (sous-location) sur le territoire de l'agglomération. Ce partenariat a été formalisé par plusieurs conventions au fil des années. L'association étant reprise par la Croix Rouge Française, il convient de faire évoluer les intervenants de la convention.

Par ailleurs, dans le cadre de ce partenariat, la Communauté a accepté de se porter garante en cas de défaillance des sous-locataires et ce au titre d'une couverture des risques locatifs en impayés de loyers, de réparations locatives. Depuis 2017, un autre risque locatif a été identifié, il s'agit de la vacance liée aux immobilisations longues dans le cadre de travaux ou de remise en état ou suite aux états des lieux de sortie du logement. Aussi, la nouvelle convention sur les risques locatifs intégrera également la vacance du logement.

La mise en place de cette garantie est actuellement plafonnée à 11 250 € par an. Elle est calculée sur la base d'un risque impayé et d'une créance irrécouvrable moyenne de 1 250 € pour 9 logements faisant l'objet d'intermédiation locative. Cette garantie sera effective après l'épuisement de toutes les voies de recours engagées par l'association. Il appartiendra à la Croix Rouge Française de fournir à la Communauté l'état justificatif de ces créances irrécouvrables à partir du bilan annuel de l'association.

**DÉLIBÉRATION:**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération du Pays de Landerneau-Daoulas,

Vu le projet de convention partenariale avec l'association la Croix Rouge Française concernant les risques liés à la gestion locative, tel qu'annexé à la présente délibération,

Vu l'avis favorable de la Commission attractivité du 11 septembre 2023

Vu l'avis favorable de la Bureau communautaire du 29 août 2023

**Le conseil de Communauté à l'unanimité**

**Article 1 :** abroge la délibération n° 2017-213 adoptée en conseil de Communauté le 29 septembre 2017,

**Article 2 :** approuve l'objet et les modalités du projet de convention avec la Croix Rouge Française concernant les risques liés à la gestion locative, tel qu'annexé à la présente délibération,

**Article 3 :** autorise le président ou son représentant à signer la convention avec la Croix Rouge Française et tout autre acte ou document correspondant ; elle remplacera à sa date de signature celle signée le 23 octobre 2017.

Envoyé en préfecture le 03/10/2023

Reçu en préfecture le 03/10/2023

Publié le 03/10/2023



ID : 029-242900801-20231002-DCC2023\_144-DE